

**19 mai 1635 : la France, par l'intermédiaire de Richelieu, déclare la guerre à l'Espagne, durant la guerre de Trente Ans.**

La **guerre franco-espagnole (1635-1659)** est un conflit militaire entre la France et l'Espagne qui commence, en 1635, par l'intervention française dans la guerre de Trente Ans, à laquelle participe déjà l'Espagne. La lutte entre les deux royaumes n'est pas suspendue par les traités de Westphalie qui mettent fin en 1648 à la guerre de Trente Ans, mais continue jusqu'en 1659 avec la signature du traité des Pyrénées.

**1639-1648** : La France s'attaque alors aux forces espagnoles dans les Pays-Bas méridionaux et envoie également des forces en Lorraine et en Alsace pour couper l'axe de communication principal entre les Pays-Bas et l'Espagne par le port méditerranéen de Gênes. En 1643, l'armée française met un terme à la réputation d'invincibilité de l'infanterie espagnole qu'elle défait à la bataille de Rocroi.

Pendant la dernière décennie de la guerre de Trente Ans, les forces espagnoles dans les Pays-Bas sont encerclées par les armées françaises et hollandaises. Lors des négociations des traités de Westphalie, la France exige que l'Espagne en soit exclue. Les territoires gagnés en Alsace lui permettent d'interrompre les communications espagnoles avec les Pays-Bas.

**1648-1659** : En 1648, une importante révolte, la Fronde, secoue la France jusqu'à ce que Louis XIV prenne, en 1653, les rênes du pays. Les Français, lassés de l'anarchie, dégoûtés des princes, regardent le roi comme le garant de l'ordre et prennent parti pour lui. Dans une certaine mesure, la Fronde a ainsi préparé l'absolutisme de Louis XIV.

Lancée par les nobles, la guerre continue cependant en Flandre, en Catalogne et en Italie, partout où une garnison espagnole fait face à une garnison française. Louis II de Bourbon-Condé, meneur de la Fronde, passe dans le camp espagnol, avec les débris de son armée.

En 1653, la France est si affamée que ni les envahisseurs ni les défenseurs n'y trouvent un approvisionnement suffisant pour leur permettre de faire campagne jusqu'en juillet. Alors que, devant Péronne, Condé semble avoir sur Turenne un sérieux avantage, il ne parvient pas à galvaniser le général espagnol Fuensaldana qui, plus soucieux de préserver les soldats de son maître que d'établir Condé comme maire du palais auprès du roi de France, se retire sans combattre. En 1654, le principal événement est le siège et la libération d'Arras. La nuit du 24 au 25 août, l'armée de Turenne donne l'assaut des lignes de circonvallation. Condé ne doit son salut qu'à une série de charges de cavalerie audacieuses qu'il mène lui-même, comme à son habitude, épée à la main.

En 1655, Turenne prend les forteresses de Landrecies, de Condé-sur-l'Escaut et de Saint-Ghislain. Le 16 juillet 1656, le prince de Condé tente de prendre sa revanche de la défaite d'Arras en donnant l'assaut aux lignes de circonvallation que Turenne a mises en place autour de Valenciennes, mais ce dernier retire ses forces moyennant de lourdes pertes. La campagne de 1657 est relativement calme. En vertu du traité d'alliance qu'il a passé avec Mazarin, Cromwell envoie un corps d'infanterie de 6 000 hommes. Son but est de protéger

l'Angleterre de la menace permanente des corsaires dunkerquois en les privant de leur port d'attache, Dunkerque.

Dunkerque est promptement assiégé et en grande force. Quand Don Juan d'Autriche et Condé apparaissent avec une armée de renfort, venue de Furnes, Turenne avance hardiment à leur rencontre. La bataille des Dunes, qui se déroule le 14 juin 1658, est la première vraie épreuve de force depuis la bataille du faubourg Saint-Antoine. L'aile gauche, commandée par Condé avec sa cavalerie, a le dessus, mais, dans les dunes, l'aile droite des Espagnols est enfoncée. Finalement, Condé se retire avec de lourdes pertes. Pour la première fois qu'elles paraissent sur un champ de bataille continental, les « *tuniques-rouges* » ont étonné les deux armées par la férocité têtue de leurs assauts.

Engagées dès juillet 1656 à Madrid, les négociations de paix aboutissent au traité des Pyrénées. Les rois Louis XIV et Philippe IV sont représentés durant les négociations par leurs Premiers ministres respectifs, le cardinal Mazarin et don Luis de Haro.

Le **traité des Pyrénées** est signé le 7 novembre 1659 sur l'île des Faisans, au milieu de la Bidassoa, entre Hendaye et Irun. Cette île est depuis lors aussi appelée « *île de la Conférence* ».

La France obtient la cession de plusieurs territoires, soit du royaume d'Espagne (le comté de Roussillon et les trente-trois villages de la Cerdagne, les deux villes de Llivia et de Puigcerdà restant espagnoles) ; soit des Pays-Bas méridionaux, possession personnelle du roi d'Espagne : le comté d'Artois ainsi que plusieurs places fortes comme Gravelines (comté de Flandre), Philippeville (comté de Namur), Thionville et Montmédy (duché de Luxembourg).

Le traité marque que la France est devenue la première puissance en Europe et que les rois de France prennent définitivement le dessus sur la maison des Habsbourg d'Espagne.

Les rois de France et d'Espagne se rencontrent en personne les 5 et 6 juin 1660 sur l'île des Faisans, prélude au mariage prévu par le traité entre Louis XIV et la fille de Philippe IV, Marie-Thérèse, qui est aussi sa cousine par sa mère Élisabeth de France. Le mariage est célébré le 9 juin 1660 à Saint-Jean-de-Luz.

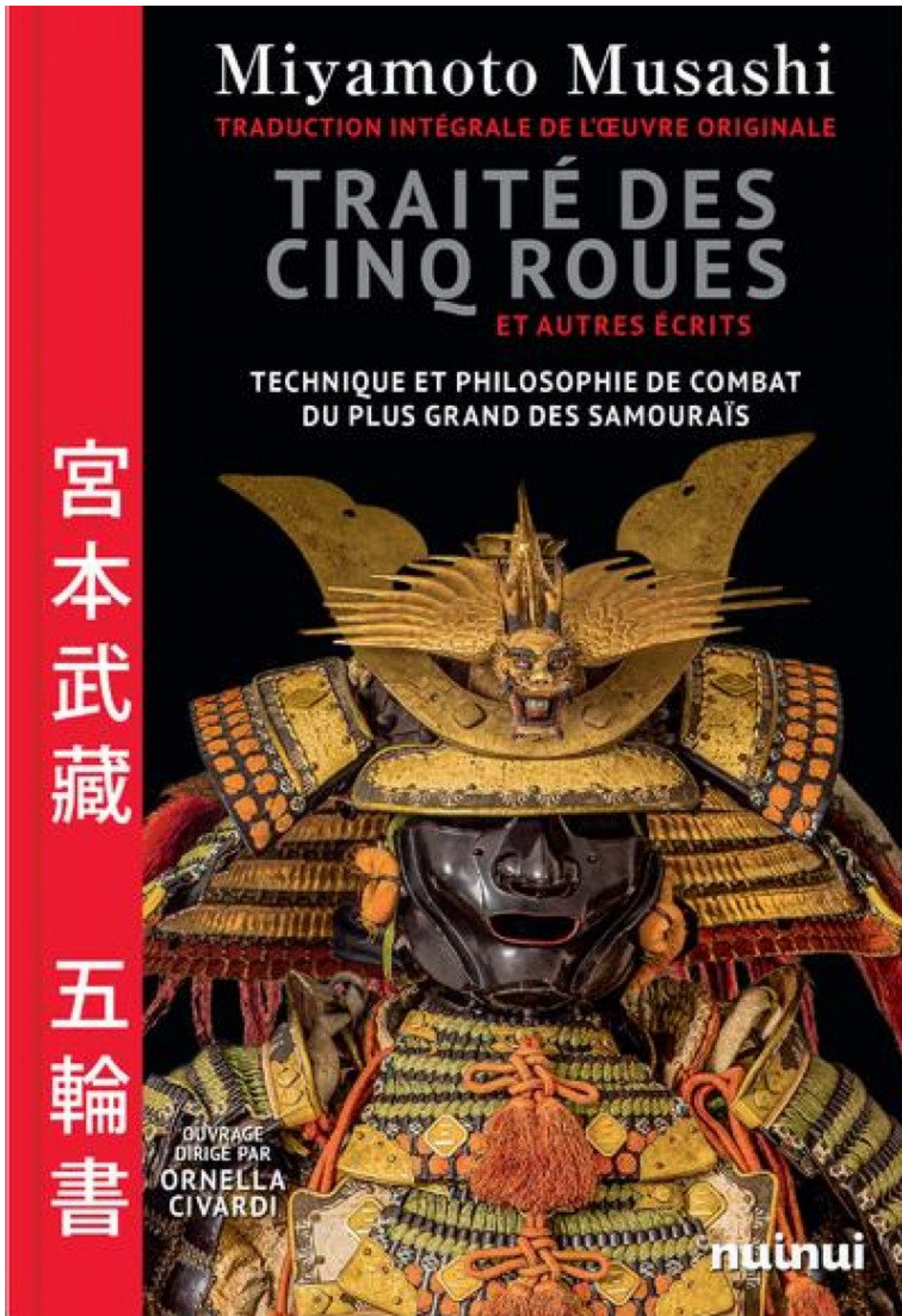
Le 27 janvier 1660, Louis II de Bourbon-Condé obtient le pardon de Louis XIV à Aix-en-Provence, à la suite duquel il se comporte comme un loyal sujet du roi de France.

**19 mai 1645 : mort à 60 ans de Miyamoto Musashi, samouraï japonais.**

Il est l'une des figures emblématiques du Japon, maître bushi, calligraphe, peintre reconnu, philosophe et le plus célèbre escrimeur de l'histoire du pays.

Son nom complet était Shinmen Musashi-no-Kami Fujiwara no Harunobu, Musashi-no-kami était un titre honorifique (et obsolète) dispensé par la cour impériale le rendant gouverneur de

la province de Musashi (dans la région de l'actuelle Tokyo). Fujiwara est le nom de la lignée aristocratique à laquelle il appartient. Harunobu était un nom cérémoniel, similaire à un prénom composé pour gentilhomme sinisé, notamment utilisé par tous les samouraïs de haut rang et les nobles.



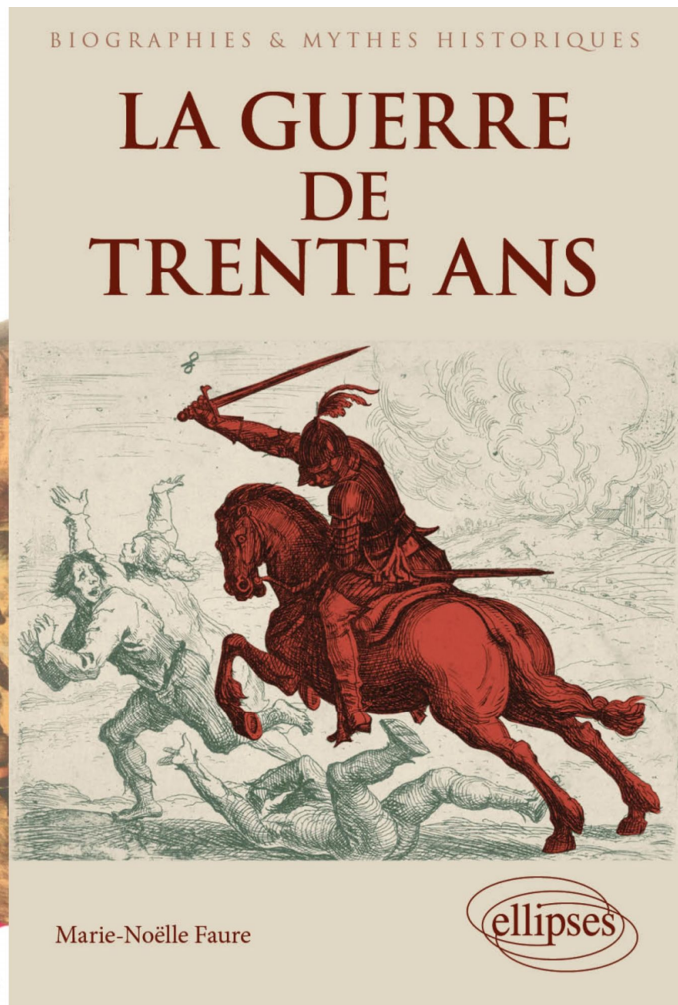
**19 mai 1643 : bataille de Rocroi. (Guerre de Trente Ans).**

Afin de soulager le front en Catalogne, l'armée espagnole des Flandres envahit le Nord de la France et assiège la place forte de Rocroi qui garde la route de l'Oise. Les armées françaises réagissent rapidement et sous le commandement du duc d'Enghien (futur Grand Condé) se portent au secours de la garnison. L'affrontement a lieu sur un terrain cloisonné au sud-ouest de la place-forte. D'abord équilibré, le rapport bascule lorsque, après avoir enfoncé l'aile gauche espagnole, le duc d'Enghien décide de s'attaquer aux réserves espagnoles sur leurs arrières. La bataille de Rocroi met fin à la réputation d'invincibilité des *tercios* espagnols, unités composées de piquiers, d'arquebusiers et de fantassins armés d'épées. Cette victoire permet le retour de la France sur la scène internationale après un siècle de défaites et de guerres civiles ou religieuses.

## La guerre de Trente Ans

1618-1648

Henry Bogdan





Bataille de Rocroi. Crédit : Augusto Ferrer Dalmau

### 19 mai 1798 : départ de Bonaparte pour la campagne d'Égypte.

La campagne d'Égypte est l'expédition militaire en Égypte menée par le général Bonaparte et ses successeurs, de 1798 à 1801, dans le but de s'emparer de l'Égypte et de l'Orient et de barrer la route des Indes à la Grande-Bretagne, dans le cadre de la lutte contre cette dernière puisqu'elle maintenait les hostilités contre la France révolutionnaire.

Elle se double d'une expédition scientifique : de nombreux historiens, botanistes, dessinateurs accompagnant l'armée afin de redécouvrir les richesses de l'Égypte. Elle est donc parfois aussi appelée « *expédition d'Égypte* », lorsque son côté scientifique, moins martial, est considéré.

Le 19 mai 1798, aussitôt après l'arrivée du trésor monétaire pillé à Berne, le corps expéditionnaire français quitte Toulon, mais des navires les accompagnent de Marseille, Gênes, Ajaccio, Civitavecchia. Au total, plus de 400 navires prennent part à cette flotte, ainsi que 50 000 hommes et 10 000 marins. La flotte s'empare tout d'abord de Malte le 11 juin, puis débarque à Alexandrie le 1<sup>er</sup> juillet. Une des plus célèbres batailles de cette campagne est la bataille des Pyramides qui a lieu le 21 juillet 1798. Les troupes révolutionnaires sont finalement vaincues et doivent abandonner l'Égypte mi-1801.



Embarquement, à Toulon, des troupes à destination de l'Égypte. À gauche : Bonaparte et ses officiers.



**19 mai 1802 : création de la Légion d'honneur.**

Bonaparte : « Je défie qu'on me montre une République ancienne ou moderne dans laquelle il n'y a pas eu de distinctions (...). Les Français (...) n'ont qu'un sentiment, l'honneur. Il leur faut donc donner un aliment à ce sentiment-là ; il leur faut des distinctions. » La nouvelle Institution se veut un corps d'élite destiné à réunir le courage des militaires aux talents des civils, formant ainsi la base d'une société au service de la Nation. Bonaparte, toujours, déclare au Conseil d'Etat : « Si l'on distinguait les hommes en militaires ou en civils, on établirait deux Ordres tandis qu'il n'y a qu'une Nation. Si l'on ne décernait des honneurs qu'aux militaires, cette préférence serait encore pire car, alors, la Nation ne serait plus rien. » Extraits du site de la grande chancellerie de la Légion d'honneur.

# Bertrand Galimard Flavigny



# Histoire des décorations

Du Moyen Age à nos jours

POUR L'HISTOIRE

PERRIN

**19 mai 1881 : naissance de Mustafa Kemal Atatürk, homme d'État turc.**

Il s'illustre lors de la Première Guerre mondiale, où il devient un héros national grâce à sa contribution lors de la victoire contre toute attente sur les Alliés à la bataille des Dardanelles. Durant l'occupation alliée de l'Empire ottoman, il refuse de voir la nation être démembrée par le traité de Sèvres. Accompagné de partisans, il se révolte contre le gouvernement impérial et crée un deuxième pouvoir politique à Ankara. C'est de cette ville qu'il mène la résistance contre les occupants lors de la guerre d'indépendance turque.

Sous son commandement, les forces turques vainquent les armées arméniennes et italiennes. Il défait ensuite les armées grecques qui occupent la ville et la région d'Izmir, la Thrace orientale et des îles de la mer Égée (les actuelles îles de Gökçeada, Bozcaada, et Cunda). Après la bataille de la Sakarya d'août à septembre 1921, la Grande Assemblée nationale de Turquie lui donne le titre de « *Gazi* » (« *Le Victorieux* »). Il parvient ensuite à repousser définitivement les armées grecques hors de Turquie. À la suite de ces victoires, les forces alliées s'engagent à quitter le pays.

Inspiré par la Révolution française, il profite de ce qu'il considère comme une trahison du sultan Mehmed VI lors de l'armistice de Moudros de 1918 pour mettre un terme à son règne le 1<sup>er</sup> novembre 1922.

Après la guerre d'indépendance turque, il opère la proclamation de la République, déplace la capitale Constantinople, qu'il fait renommer Istanbul, à Ankara et occidentalise le pays à travers plusieurs réformes radicales dans une volonté farouche de rupture avec le passé impérial ottoman et islamique. Ainsi, il inscrit la laïcité dans la constitution, supprime l'islam en tant que religion officielle, tout en continuant de l'encadrer par le pouvoir étatique, abolit les instances chariatiques, donne le droit de vote aux femmes, et remplace l'alphabet arabe par l'alphabet latin. Sous sa présidence autoritaire dotée d'un parti unique, la Turquie a mené une révolution sociale et culturelle sans précédent généralement appelée « *révolution kémaliste* ». Le 24 novembre 1934, l'Assemblée lui donne le nom d'« *Atatürk* », littéralement le « *Turc-Père* », au sens de « *Turc comme l'étaient les anciens* », le mot « *Ata* » voulant dire ancêtre.

Il meurt d'une cirrhose à l'âge de 57 ans. Au cours de funérailles nationales, il est enterré au musée ethnographique d'Ankara. Il repose aujourd'hui dans le mausolée dit de l'Anıtkabir à Ankara.

ALEXANDRE JEVAKHOFF

# Kemal Atatürk

Père fondateur de la Turquie

TEXTO

Collection dirigée par Jean-Claude Zvierstein



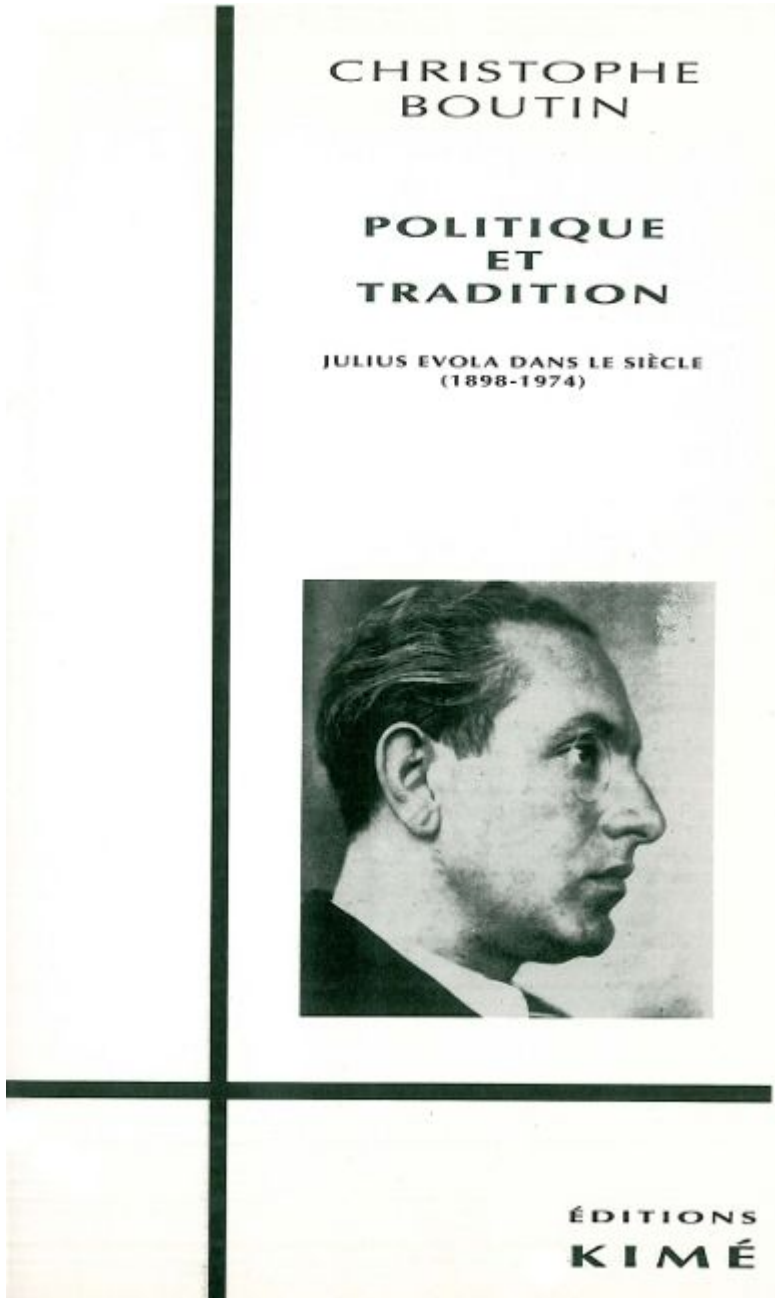
**19 mai 1890 : naissance de Hô Chi Minh, premier président indépendantiste vietnamien.**

La jeunesse de Hô Chi Minh est marquée par des voyages autour du monde, qui contribuent à lui faire découvrir l'idéologie communiste. Engagé pour la cause anticolonialiste en France, il séjourne en URSS, où il achève sa formation politique, avant de regagner l'Asie. Fondateur du Parti communiste vietnamien en 1930, il joue un rôle central et actif dans l'indépendance de son pays à partir de 1941, avant de devenir le premier président de la république démocratique du Viêt Nam, reconnue internationalement en 1954.



**19 mai 1898 : naissance de Julius Evola, penseur italien de la Tradition et critique du monde moderne.**

Lire sur TB : [\*La métaphysique de la guerre\*](#)



**19 mai 1915 : Albert-Thomas devient sous-secrétaire d'Etat à la guerre, chargé de l'artillerie et des munitions.**

Travailleur acharné, il contribue aux Conseils des ministres et aux réunions interalliées. Il s'appuie sur les services du ministère et sur deux collaborateurs et amis, François Simiand, adjudant de territoriale affecté au sous-secrétariat et Mario

**Roques, rappelé du front pour le cabinet du ministre, ainsi que sur quelques collaborateurs, dont Émile Hugoniot, ingénieur au Service industriel du cabinet, Maurice Halbwachs ou William Oualid. Avec eux, il mobilise non seulement les grandes entreprises, mais aussi les petits industriels pour répondre aux besoins qui deviennent énormes de la guerre.**

Mi-1915, le G.Q.G. fait face à une guerre qui s'installe et à un ennemi qui bénéficie déjà des canons de gros calibres et de munitions. La France dispose d'une production maximale de 700 obus par jour de gros calibre, le G.Q.G. en demande urgemment 50 000 par jour, soit 70 fois plus. Le G.Q.G. n'hésite pas, en dehors de toute règle comptable, à passer parfois les commandes de matériels directement auprès des industriels. En quelques semaines, le nouveau ministre persuade les industriels d'agrandir leurs usines et d'accepter les commandes, qui seront honorées alors que la production du charbon, qui s'était effondrée après les grandes grèves du début du siècle, est en pleine croissance, de même que la métallurgie. Toutefois, la création de l'arsenal de Roanne le 13 octobre 1916, tentative de création d'une filière d'armement étatisée, se solde par un demi-échec. En décembre 1916, l'industriel Louis Loucheur rejoignit le gouvernement pour seconder Albert Thomas, en reprenant les anciennes fonctions de ce dernier comme sous-secrétaire d'État à l'Artillerie. Entouré lui aussi d'une équipe d'experts soudée - cette fois il s'agissait d'ingénieurs - il entreprit de mettre en place aux côtés d'Albert Thomas - et parfois en concurrence et conflit avec lui notamment sur les questions sociales - ce qu'il appelait la *production totale*, afin notamment de satisfaire le besoin toujours croissant en artillerie lourde. Lorsque Thomas quitta le gouvernement, c'est Louis Loucheur qui reprit le ministère de l'Armement, assurant ainsi la continuité. Les résultats du travail d'Albert Thomas et de Louis Loucheur furent tels que la France vendait même des armes et des munitions à ses alliés. Alors qu'avant la guerre, environ 50 000 ouvriers travaillaient dans le secteur de l'armement, ils étaient 1,7 million en 1918. Parmi ceux-ci, il y avait 420 000 à 430 000 ouvrières.

Dès le début du conflit, le ministre de la Guerre Alexandre Millerand convoque les représentants des établissements privés du Creusot et de Saint-Chamond pour forcer la production des obus de 75 car on pense alors gagner rapidement la guerre de mouvement avec cet armement. Le 20 septembre 1914, le ministre réunit les patrons de l'industrie d'armement et leur précise que le salut du pays exige sans aucun délai la fabrication journalière de 100 000 obus de 75. Puis la guerre de tranchées avec ses tentatives de percée des lignes adverses valorise des canons plus lourds ou de plus longues portées. En 1915 et 1916, les demandes se font pour du 75 mais aussi désormais pour des obus de 155. L'état-major exige maintenant la fourniture quotidienne de 200 000 obus de 75 et de 50 000 obus de 155. On se plaint de *demi-préparations* d'artillerie avant l'attaque. À Verdun, les Allemands ont lancé pendant des mois 150 tonnes de projectiles par kilomètre carré et par jour et jusqu'à 300 les jours d'attaque, tandis que les Français arrivaient à peine, aux heures les plus critiques, à fournir 200 tonnes pendant le même temps. Aussi presse-t-on la fabrication déjà en cours du canon de 105 à longue portée, et l'on met en construction toute une série de matériels nouveaux comprenant surtout des bouches à feu de gros calibre. Un rapport présenté à la commission du Budget par Albert Lebrun à l'occasion du vote des crédits provisoires du 2<sup>e</sup> trimestre de 1916 indique que les réserves disponibles n'assurent l'approvisionnement qu'à très court terme et les usines sont dépassées par les commandes. Concernant l'obus de 155,

les chiffres indiqués ont été atteints en utilisant la fonte aciérée, composition métallique moins coûteuse que l'acier pur, car elle emprunte à la fonte ses qualités de fusibilité et à l'acier incorporé ses qualités de résistance. L'économie d'acier effectuée permet de gagner du temps.

Le Comité des Forges, constitué en syndicat professionnel de la métallurgie en 1884, apporte à l'ensemble de l'industrie privée sa puissance, son autorité et son soutien. Albert Thomas le sait, et n'ignore pas que les usines patronales disposent d'une souplesse d'adaptation supérieure à celle des ateliers d'État, parce qu'elle ne souffrent pas comme ces derniers de la rigueur paralysante du formalisme administratif. Les premières mesures industrielles consistent pour Albert Thomas à dynamiser la production privée. Reprenant l'idée de Millerand, il structure l'industrie munitionnaire en un certain nombre de régions - d'abord neuf, puis quinze. Chacune, avec à sa tête un chef de groupe provisoire qui a pour mission de procéder au recensement de ses ressources en outillage et en matières premières et de distribuer le travail de façon à utiliser toutes ces installations, même les plus réduites, pour augmenter au maximum la production.

Le sous-secrétaire d'État signe dans cette intention en octobre 1915 un décret ordonnant aux industriels de déclarer leur équipement en presses, tours et marteaux-pilons. Problèmes : la grande majorité des petits ateliers pratique l'usinage d'obus par perforation au tour de tronçons cylindriques d'acier, le creux recevant la charge explosive, mais ce procédé qui est le seul à portée du plus grand nombre d'ateliers dépourvus de presses et de matériel de forgeage, gaspille une énorme quantité de déchets métalliques ; les étapes successives de la fabrication contraignent à transporter les ébauches d'obus d'une usine à une autre, ce qui impose des transports coûteux en temps et en argent. Albert Thomas s'en souvient au moment de construire l'arsenal de Roanne.

Pour assurer un approvisionnement régulier en matières premières (fer, houille), Albert Thomas laisse au Comité des Forges la responsabilité de négocier pour l'ensemble des industriels les achats à Londres. Le ministère est conduit à prendre en main autoritairement le contingentement et la tarification : les intermédiaires sous-traitants se sont multipliés, appâtés par les bénéfices faciles, et sont passés de fournisseurs à profiteurs de guerre. Une société munitionnaire constituée avec un capital inférieur à 200 000 F peu avant la guerre, annonce dans son exercice de 1916 deux millions six cent mille francs de bénéfice net.

En 1917, l'État inaugure en même temps l'impôt sur les bénéfices industriels et l'impôt sur le chiffre d'affaires. L'impôt sur les bénéfices exceptionnels de guerre, contribution exceptionnelle, à laquelle Albert Thomas a pensé dès l'automne 1915, a été votée le 1<sup>er</sup> septembre 1916 avec, disposition tout à fait inhabituelle, un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> août 1914. L'impôt prévu doit être de 50 % sur les bénéfices exceptionnels. Il lui est ajouté une tranche supplémentaire de 60 % en 1916 ; d'autres, 70 %, 80 %, à partir de 1917. L'assiette n'est pas aisée à établir pour une usine neuve, on ne peut comparer avec les bénéfices antérieurs du temps de paix, alors on décide que les bénéfices « *normaux* » ne doivent pas dépasser 6 % du capital. La commission parlementaire d'examen des conditions de certains marchés de guerre, instituée en décembre 1915, avait cependant admis la possibilité de larges amortissements sur les capitaux d'industries devant disparaître à la fin des hostilités. Que voulait dire « *larges amortissements* » ? Dans le même temps, l'État prenait du retard dans ses

paiements, annulait ses commandes en cours et refusait de payer les stocks d'obus encore à livrer au moment de l'Armistice.

Albert Thomas ne doit pas seulement mettre à contribution l'industrie privée. Il doit aussi se servir des établissements d'État qui se répartissent au moment de la guerre en trois types :

1. Des parcs d'artillerie de corps d'armée et de place, qui assurent l'entretien du matériel et des approvisionnements destinés respectivement aux formations de campagne et aux places de guerre.
2. Des services spéciaux comprenant la Direction et inspections des forges, l'école centrale de Pyrotechnie de Bourges, la poudrerie militaire du Bouchet, les cartoucheries d'Alger et de Valence.
3. Des établissements industriels de production : les ateliers de fabrication de Besançon, de Toulouse et de Vincennes ; les manufactures d'armes de Châtellerault, de Saint-Étienne (la plus ancienne, créée en 1764) et de Tulle ; les ateliers de construction de Bourges (anciennement fonderie de canons), de Douai, de Puteaux ; les trois Ateliers de construction munitionnaire de Rennes, de Lyon et de Tarbes ; enfin l'entrepôt de réserve générale de matériel et de munitions de Bourges. Pour tenter de répondre à des besoins munitionnaires croissants durant l'année 1915, sept nouvelles fabriques de munitions apparaissent à Castres, Grenoble, Vénissieux, Moulins, Montluçon, Juvisy et Saint-Pierre-des-Corps, représentant un investissement total de 28 millions. Construites à titre provisoire, elles sont gérées comme de véritables annexes d'établissements déjà existants, et appelées à disparaître après la paix.

Albert Thomas a su recruter la bonne personne avec l'ingénieur Émile Hugoniot qui soutient le principe de grosses usines capables d'assurer une production abondante et des prix de revient économiques. Dès janvier 1915, Hugoniot eut l'idée d'utiliser des tournures produites lors de la fabrication des obus par forage, en les transformant au four électrique, soit en acier, soit en obus coulés directement, afin de cesser les gaspillages. Les tournures étaient jetées jusqu'ici comme irrécupérables. Hugoniot devint le centralisateur de l'information à l'intention de tous les industriels afin qu'un même programme de fabrication ne soit pas étudié séparément par les industriels, chacun inventant sa solution. Il vient de suivre avec intérêt la réussite d'André Citroën au quai de Javel et se dit convaincu qu'il faut tout subordonner au processus de fabrication industrielle.

En juin 1915, Hugoniot suggère à la direction d'artillerie une usine d'emboutissage d'obus par utilisation directe de chute d'eau à Cernon dans l'Isère. Il s'agit d'utiliser la pression de l'eau directement sur les presses et d'éviter ainsi tous les intermédiaires jusqu'alors indispensables (turbines, alternateurs, transformateurs, lignes à haute tension). L'usine d'État de Servette, près de Chapareillan dans l'Isère, est terminée en cent jours et produit à partir d'avril 1916 15 000 emboutis par jour, comme prévu. L'usine a coûté 2 000 000 F et est amortie grâce aux économies d'acier, de matériels et d'électricité. Cette réussite n'est pas étrangère à la signature par Poincaré en décembre 1916 d'un décret décidant pour la durée des hostilités le transfert au ministère de l'aménagement et de l'utilisation des forces hydrauliques sur les cours d'eau non navigables ni flottables.

La mise en service de la centrale d'État de Saint-Pierre-des-Corps en mars 1916, conçue pour

fabriquer des emboutis d'obus de 75, alarme aussitôt Albert Thomas car des rapports établissent qu'elle ne produit au bout de trois mois que le dixième prévu. Il envoie Hugoniot qui s'installe le 5 mars 1916 et organise l'usine de manière à respecter les flux de productions. Dès juin 1916, l'usine produit plus de 30 000 obus par jour. Il a fait venir des collaborateurs de l'industrie civile et a su stimuler le personnel par des primes de rendement. En août 1916, avec le soutien d'Hugoniot, André Citroën propose à Albert Thomas la réalisation d'une usine munitionnaire ultramoderne structurée selon l'organisation scientifique du travail de Taylor, accompagnée d'une cité ouvrière pour 4500 personnes. Albert Thomas fait la sourde oreille quand on lui propose l'implantation d'une seconde usine près de l'usine Citroën du quai de Javel, trop proche du front et surtout une manière pour le privé d'exploiter les largesses de l'État. Le 3 septembre 1916 Albert Thomas fait part verbalement à Émile Hugoniot de sa décision de créer un arsenal d'État à Roanne. Hugoniot se met immédiatement au travail sans attendre une confirmation écrite et les autorisations officielles.



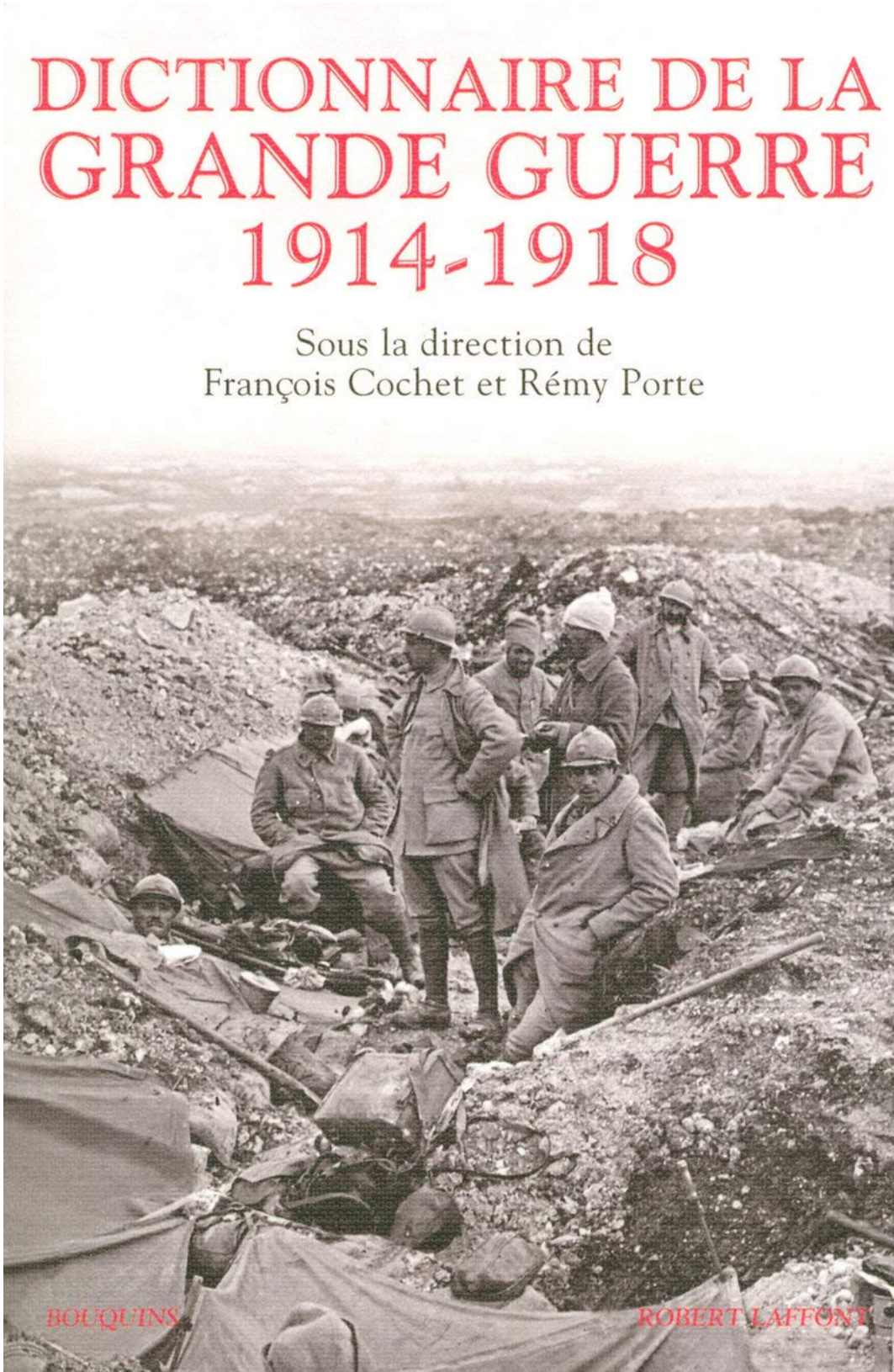
**19 mai 1917 : multiplication des refus d'obéissance (secteur Chemin des Dames).**

« Les Allemands multiplient les contre-attaques sur le Chemin des Dames et les refus

*d'obéissance se développent dans l'immédiat arrière-front français ». (Remy Porte).*

# DICTIONNAIRE DE LA GRANDE GUERRE 1914-1918

Sous la direction de  
François Cochet et Rémy Porte



**19 mai 1918 : mort de Raoul Gervais Lufbery, pilote et as au sein de l'escadrille La Fayette (17 victoires homologuées + 15 probables).**

Il est né d'un père américain et d'une mère française. Dans sa petite enfance, son père travaillant aux États-Unis, il est élevé par sa grand-mère maternelle. Multipliant les métiers dès 12 ans, il quitte la France en 1905 pour voyager en Afrique du Nord, en Égypte, dans l'Empire ottoman, Grèce, Europe orientale et Allemagne. Il renonce alors à sa nationalité française pour ne pas être contraint au Service militaire. Il embarque pour les États-Unis en 1907. À San Francisco, il s'engage au 20<sup>e</sup> régiment d'infanterie qui l'expédie aux Iles Hawaï en 1908 puis aux Philippines en 1910. Libéré en juillet 1911, il voyage entre Hong-Kong, Ceylan, Madras, Calcutta, Singapour, Bombay et l'Indochine.

En Indochine française en 1913, il y rencontre l'aviateur Marc Pourpe qui vit de démonstrations aériennes sur Blériot. Devenu son mécanicien, il le suit dans ses exhibitions et ses liaisons aériennes au travers de l'Indochine. En 1914, il accompagne encore Marc Pourpe dans sa remontée de Nil jusqu'à Khartoum ; événement qui donne à Pourpe une renommée internationale.

Fin août 1914, Lufbery s'engage dans la Légion étrangère, seule possibilité de rejoindre l'arme française en raison de sa nationalité américaine. Versé dans l'aviation, Pourpe le fait transférer auprès de lui à l'escadrille MS 23. À la mort de Marc Pourpe le 2 décembre 1914, Lufbery obtient de suivre une formation de pilotes à Chartres (future base aérienne 122 Chartres-Champhol).

Ayant appris à voler sur Farman et obtenu son brevet de pilote militaire, il est affecté dans une formation de bombardiers sur Voisin et complète sa formation sur Nieuport pour entrer dans l'aviation de chasse. À partir de mai 1916, il devait rejoindre l'escadrille La Fayette, tout juste créée et essentiellement composée de pilotes américains volontaires et de quelques Français. C'est au sein de cette escadrille, dont l'emblème est une tête de Sioux, qu'il combattit sur tous les fronts de la Somme à Verdun, participant à toutes les grandes batailles de l'armée française et abattant son premier avion le 31 juillet 1916 dans le ciel d'Étain, premier succès d'une longue liste qui fera de lui un as et le pilote le plus remarquable de cette formation.

Promu sous-lieutenant en juin 1917, il obtient, cette année-là, la Military Cross du gouvernement britannique, étant le premier pilote américain à recevoir cet honneur. Les Français pour leur part lui avaient déjà décerné la Médaille militaire, la Croix de guerre 1914-1918 et la Légion d'honneur.

Après l'entrée en guerre des États-Unis en 1917, l'escadrille La Fayette pouvait tout naturellement passer sous commandement américain. Ce fut chose faite le 18 février 1918 où elle devenait le 103<sup>e</sup> escadron de poursuite aérienne.

Raoul Lufbery, promu commandant (*major* en anglais), devient directeur technique d'un escadron chargé de l'instruction des jeunes pilotes, mais il ne peut s'empêcher de voler. Le 19 mai 1918, il trouve la mort sur la commune de Maron en Meurthe-et-Moselle sautant en

plein ciel de son avion en flammes sans parachute.

Il est inhumé avec ses compagnons de l'escadrille La Fayette, au Mémorial de l'Escadrille La Fayette à Marnes-la-Coquette en banlieue parisienne. Une rue de Chamalières porte son nom.



**19 mai 1935 : mort accidentelle de Thomas Edward « LAWRENCE d'Arabie ».  
(Wareham - Angleterre).**

L'aventurier britannique meurt à 46 ans dans un accident de moto, après avoir été archéologue, officier, agent de renseignement, écrivain et finalement simple soldat.

**Lire sur TB : [Thomas Edward LAWRENCE et les principes de l'insurrection.](#)**



**19 mai 1940 : le général Weygand est nommé commandant en chef des armées françaises en remplacement du général Gamelin.**

En mai 1940, la situation militaire en France est si compromise que le commandant suprême, le général Maurice Gamelin, jugé trop passif, est écarté.

Plusieurs remplaçants sont envisagés mais sans faire l'affaire.



Weygand, alors en Syrie, est appelé le 17 mai par le chef du gouvernement Paul Reynaud pour le remplacer. À cette date, le maréchal Pétain entre au Gouvernement, en tant que vice-président du Conseil, refusant le ministère de la Guerre. Les divisions blindées allemandes, ayant percé depuis le front à Sedan dès le 13 mai, poursuivent leur course à l'ouest et ont coupé l'armée française en deux, enfermant une partie de celle-ci en Belgique avec les armées belge et britannique.

Weygand arrive en France le 19 mai et déclare ce même jour au gouvernement « *Je connais le secret de Foch !* ». La passation de commandement avec le général Gamelin, à Vincennes, dure quelques heures, au cours desquelles celui-ci lui rend compte de l'ampleur de la percée allemande à Sedan et lui fait part de l'absence de réserves. Gamelin rapporte que Weygand lui aurait confié sa détestation du personnel politique : il faut « *changer tout ce trafic de la politique* » et en finir avec les politiciens, « *l'un pire que l'autre* ».

Le 21 mai, après que son avion a été attaqué et dérouté à l'aéroport de Norrent-Fontes, il

assiste à la conférence d'Ypres, où il rencontre le roi des Belges Léopold III et le chef des armées françaises en Belgique, le général Billotte. Weygand se décide alors à reprendre l'idée d'une contre-offensive pour couper les colonnes blindées allemandes les plus avancées et souvent privées de soutien par l'infanterie qui ne parvient pas toujours à les suivre. Toutefois, Weygand décide de partir sans avoir rencontré Lord Gort, commandant le corps expéditionnaire britannique en Belgique. Ce dernier, qui a été prévenu tardivement de l'heure et du lieu de la conférence, arrive moins d'une heure après le départ du généralissime. Ce départ précipité sera reproché à Weygand après la guerre par l'historien Alistair Horne. Cette absence de rencontre entre Weygand et Gort est d'autant plus préjudiciable à la cause alliée que le général Billotte, chargé de la mise en œuvre de cette contre-offensive se tue dans un accident de voiture le soir même de la conférence. Le général Blanchard, qui lui succède, n'a pas assisté à la conférence. À ce stade, le cabinet de guerre de Churchill avait déjà donné l'ordre à Gort, le 19 mai au soir, de foncer au sud pour couper les lignes allemandes mais celui-ci était réticent.

Weygand revient à Paris à bord du torpilleur la *Flore* puis en train. Le 22 mai au fort de Vincennes, il expose son plan de campagne aux gouvernements français et britannique pour enfermer les Allemands entre Amiens et Saint-Quentin. Churchill acquiesce à ce plan tout en précisant que le corps expéditionnaire britannique devra sauvegarder son accès à la côte.

Mais durant ces trois jours de tergiversations, les Allemands ont pris la direction des opérations. Il se crée ainsi un vide dans le front allié. La [4<sup>e</sup> division cuirassée du général de brigade de Gaulle](#) attaque vers Abbeville le 27 mai au soir avec quelques succès. À Rethel, la division du général de Lattre de Tassigny établit un solide glacis défensif qui résiste du 14 mai au 11 juin. Une petite bataille désespérée fut livrée autour d'Arras par une partie du corps britannique avec 76 chars, face à Rommel entre le 21 et le 23.

Pour le reste, le plan n'est pas réellement mis à exécution, faute pour le commandement lui-même d'avoir « *encore l'espérance et la volonté de vaincre* ». Après sa rencontre avec Churchill, Weygand lança un « *Ordre d'opération n° 1* ». Les armées du nord devaient empêcher les Allemands d'atteindre la côte — en fait ils y étaient déjà. Le 24 mai, il annonça qu'une septième Armée française nouvellement formée avançait vers le nord et avait déjà repris Péronne, Albert et Amiens, ce qui n'était qu'illusion.

### 18 mai 1956 : embuscade de Palestro (Algérie).

L'**embuscade de Palestro**, ou **embuscade de Djerrah**, est un engagement militaire qui a lieu le 18 mai 1956, durant la guerre d'Algérie, à proximité du village de Djerrah dans la région de Palestro (aujourd'hui Lakhdaria) en Kabylie au cours duquel une section d'une quarantaine d'hommes de l'Armée de libération nationale (ALN), commandée par le lieutenant Ali Khodja, tend une embuscade à une section de 21 hommes du 9<sup>e</sup> régiment d'infanterie coloniale de l'Armée française, commandée par le sous-lieutenant Hervé Artur.

L'affrontement se solde par l'anéantissement de presque toute l'unité française, un seul soldat

ayant la vie sauve. Les pertes de l'unité algérienne, inconnues, sont estimées à un mort et éventuellement un blessé, peut-être quelques morts.

Le sort subi par les appelés du contingent français déclenche une intense émotion en France. Les cadavres sont nus, émasculés et mutilés.

Au moment de quitter les lieux de l'embuscade, le soldat Pierre Dumas emmené comme prisonnier, voit arriver des civils du village voisin de Djerrah. La presse d'alors rapporte sans nuance que ces habitants commencèrent à mutiler les soldats. Si le déroulement réel des mutilations n'est pas connu, il est fait état d'« *atroces mutilations* ». Le sous-lieutenant Artur est égorgé et ses hommes portent des traces de couteau un peu partout sur le corps ; les yeux de certains sont crevés. Tous les cadavres sont marqués au couteau sur les plantes des pieds des trois lettres de l'ALN qui signe le massacre. Les habitants de Djerrah achèvent les mourants et prennent le temps d'émasculer les militaires. Un soldat n'est pas mort, Lucien Caron, est transporté blessé puis abandonné sur le bord de la route.

Le détachement parti à la recherche des militaires tombera sur leurs cadavres nus, dépecés, certains visages méconnaissables. 15 cadavres sont retrouvés à 800 m de l'embuscade.

### **19 mai 1978 : la Légion saute sur Kolwezi (ex-Zaïre, actuelle RDC).**

Pour libérer des Européens pris en otages par les rebelles Katangais, le président Giscard d'Estaing déclenche l'opération Bonite. Le 2<sup>e</sup> REP (avec 2 équipes radio du 13<sup>e</sup> RDP) est largué sur Kolwezi. C'est la plus grande opération aéroportée depuis l'opération sur Suez (1956) : un régiment largué à 8 000 km de sa base avec son armement et son matériel. Le 2<sup>e</sup> REP déplore 5 morts remplit parfaitement la mission. 2 800 otages sont libérés.

[Lire l'article dédié sur Theatrum Belli.](#)



**19 mai 1991 : il y a 25 ans, premier vol du Rafale CO1.**



**Le dimanche 19 mai 1991, à 08 h 30, sur la base d'essais d'Istres, le pilote d'essai Guy Mitaux-Maurouard fait décoller pour la première fois le prototype Rafale C01 (immatriculé F-ZJTS). Ce vol inaugural marque une étape capitale dans le programme d'avion de combat de Dassault Aviation, après celui du démonstrateur Rafale A piloté par le même homme cinq ans plus tôt, le 4 juillet 1986.**

L'appareil qui s'élance ce matin-là arbore une livrée noire mat caractéristique, dépourvue de cocardes, qui deviendra emblématique du prototype. Il affiche une masse de 12,5 tonnes. Le décollage s'effectue sans usage de la post-combustion en moins de 400 m, démonstration immédiate des performances de la cellule et de la motorisation. Rapidement, l'altitude de sécurité de 5 000 m est atteinte, permettant d'escamoter l'atterrisseur. Au cours de ce vol d'une heure environ, l'appareil franchit Mach 1,2 sans post-combustion et atteint 11 000 m d'altitude. Dès cette première sortie, le domaine de vol exploré atteint déjà 450 nœuds, Mach 1,2 et 4 g ; performance remarquable pour un vol inaugural.

Anecdote significative rapportée par Dassault Aviation : le premier vol s'effectue sans collimateur tête haute, et Guy Mitaux-Maurouard réalise à ce moment-là sa 6 800<sup>e</sup> heure de vol. Cette confiance dans une plateforme entièrement nouvelle témoigne autant de la maîtrise du pilote que du sérieux du travail préparatoire des équipes d'essai.

Commandé le 21 avril 1988 dans le cadre du contrat de développement de quatre prototypes, le Rafale C01 effectue sa sortie d'usine le 29 octobre 1990 à Saint-Cloud. Le premier vol était

initialement prévu au mois de mars, mais divers facteurs, dont météorologiques, ont retardé ce vol inaugural. Des problèmes techniques s'y sont ajoutés, notamment une mauvaise surprise sur les générations hydrauliques 350 bars lors des premiers points fixes ; quelques minutes de fonctionnement ayant suffi à faire casser en fatigue les tuyauteries aval pompes HP. Une action rapide des équipes a permis de redresser la situation, et le C01 ne vola finalement qu'avec deux mois de retard sur le planning objectif.

Contrairement au Rafale A, démonstrateur conçu autour des réacteurs General Electric F404, le Rafale C01 est dessiné autour des M88, le nouveau réacteur de Snecma. Cet appareil monoplace préfigure très fidèlement la version de série destinée à l'armée de l'Air. Il est plus petit d'environ 3 % : 50 cm de moins en longueur, 30 cm de moins en envergure. Plusieurs différences aérodynamiques distinguent visiblement le C01 du démonstrateur : une verrière en deux parties avec pare-brise, une nacelle en haut de la dérive destinée à loger le futur système de guerre électronique SPECTRA, une dérive redessinée, la disparition de l'entrée d'air à sa base, une aile prolongée par un léger apex, et des plans canards légèrement agrandis servant d'aérofreins. L'angle d'inclinaison du siège éjectable est par ailleurs ramené à 26° (contre 32° sur le Rafale A) pour faciliter le pilotage des aviateurs de petite taille.

Fidèle à la tradition Dassault d'ouverture rapide du domaine de vol, les essais progressent à un rythme soutenu. 8 g sont obtenus dès le 5<sup>e</sup> vol et Mach 1,6 au 27<sup>e</sup> vol. Le Centre d'essais en vol (CEV) entre en jeu très tôt : le lieutenant-colonel Juste vole pour la première fois sur le prototype le 8 juin 1991, lors du 10<sup>e</sup> vol. Lui succède alors le lieutenant-colonel Camus (armée de l'Air) le 10 juillet, à l'occasion du 26<sup>e</sup> vol. Les vols d'acquisition de données se poursuivent, et le CEV livre un avis favorable à la réception de l'avion en octobre 1991 ; soit deux mois avant la date prévue. Finalement, 42 vols suffiront à démontrer l'ensemble des performances et des qualités de vol de la machine.

Quelques semaines à peine après son décollage inaugural, le C01 fait sa première apparition publique au Salon du Bourget, le 13 juin 1991, lors de son 17<sup>e</sup> vol. Le cap des 100 vols est franchi le 12 mai 1992. Au cours de sa carrière, le prototype réalise 1 287 vols jusqu'en décembre 2003. L'appareil servira essentiellement à valider la cellule, les commandes de vol numériques, les moteurs M88-2 ainsi que les différents emports d'armement et de carburant.

Après une carrière de douze années dédiée aux essais en vol, le Rafale C01, unique prototype du Rafale C, est désormais exposé en stèle à Balard (Paris).

—

**Guy Mitaux-Maurouard**, né en 1938 et issu de l'École de l'air (promotion 1957), incarne alors le sommet de l'expérience aéronautique française. Pilote de chasse à 21 ans, passé par le Centre d'essais en vol où il a volé sur trente types d'avions différents en deux ans, il rejoint Dassault en juillet 1969 et y devient chef pilote d'essai des avions de combat. Avant le Rafale C01, il avait notamment réalisé le premier vol du Mirage F1B le 26 mai 1976, joué un rôle de premier plan dans les programmes Mirage 2000 et Mirage 4000, puis fait décoller le démonstrateur Rafale A en juillet 1986. C'est précisément en 1991, [qu']Yves Kerhervé lui succède en tant que chef pilote d'essai, peu après ce vol historique. Mitaux-Maurouard rejoindra alors le programme Falcon.

—

**Lire sur TheatrumBelli : [L'épopée du Rafale - brève histoire industrielle et opérationnelle](#)**

**19 mai 2017 : mort à 77 ans du colonel russe Stanislav Petrov.**

Lors d'une alerte déclenchée par les satellites de surveillance soviétiques en septembre 1983, Petrov prit la décision d'informer sa hiérarchie qu'il pouvait s'agir d'une fausse alerte, et non d'un tir de missiles contre l'Union soviétique, comme l'indiquait le système informatique d'alerte antimissile. Sa hiérarchie a donc décidé de ne pas riposter. Pourtant, cette crise intervint à un moment d'extrême tension entre l'Union soviétique et les États-Unis, seulement trois semaines après la destruction du Vol 007 Korean Air Lines par des chasseurs soviétiques et aurait pu déclencher des échanges de missiles. Le fait que Petrov a décelé cette alerte comme fausse aurait alors évité une riposte des deux camps adverses.

Dans la nuit du dimanche 25 au lundi 26 septembre 1983, Stanislav Petrov était l'officier de garde sur la base d'alerte stratégique de Serpoukhov-15, située dans le village de Kourilovo, dans l'oblast de Kalouga à une centaine de kilomètres au sud de Moscou. Cette base était chargée de recueillir les informations des satellites soviétiques surveillant d'éventuels tirs de missiles nucléaires contre l'Union soviétique. À minuit quinze, heure de Moscou, le système informatique d'alerte anti-missiles *Krokus* du SPRN (*Sistemi Predouprejdienia o Raketnom Napadienii*, système d'alerte en cas d'attaque par missile) indiqua un, puis quatre nouveaux tirs de missiles balistiques intercontinentaux Minuteman III en provenance de la Malmstrom Air Force Base, aux États-Unis. Ces tirs avaient été détectés par le satellite d'alerte précoce Cosmos 1382, de type Oko.

Stanislav Petrov ne disposa que de quelques instants pour analyser la situation. Devant le faible nombre de missiles détectés, il désobéit à la procédure et indiqua à ses supérieurs qu'il s'agissait selon lui d'une fausse alerte. Son avis fut suivi et permit ainsi d'éviter une riposte soviétique qui aurait pu être le point de commencement d'un conflit nucléaire ouvert.

Par la suite, un diagnostic des systèmes soviétiques mit en cause le logiciel embarqué par les satellites, qui fit une interprétation erronée de la réflexion des rayons du soleil sur les nuages, confondue avec le dégagement d'énergie au décollage de missiles.

Stanislav Petrov soutient que les enquêteurs qui analysèrent la fausse alerte cherchèrent à faire de lui un bouc émissaire du dysfonctionnement du système ; mais il semble que les conséquences sur sa carrière ne furent finalement ni positives ni négatives. Selon Peter Pry, un ancien analyste à la CIA, cette alerte survint dans un contexte extrêmement tendu dans les relations entre les États-Unis et l'Union soviétique, car Andropov était alors obsédé par la crainte d'une attaque surprise déclenchée par l'Occident, ayant en outre mis sur pied l'opération d'espionnage RYAN. Pour des raisons de secrets militaire et politique, l'incident ne fut rendu public qu'en 1998.



**19 mai 2017 : mort du général André Bach.**

Historien du SHD, spécialiste de la Première Guerre mondiale. Il était un des principaux spécialistes français de la [justice militaire](#) pendant le conflit. Il a servi au 1<sup>er</sup> RCP et au 67<sup>e</sup> RI.

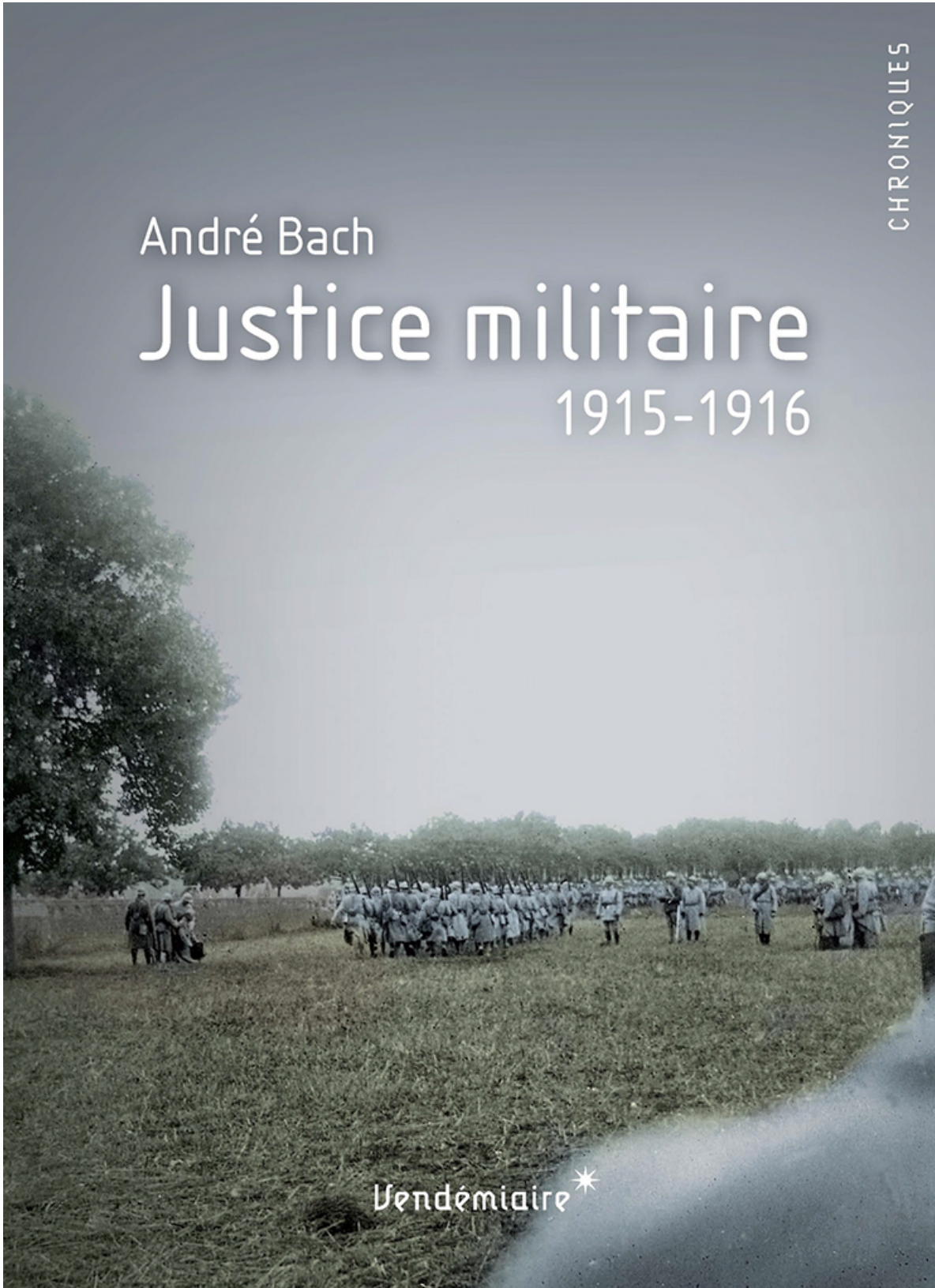


CHRONIQUES

André Bach

# Justice militaire

1915-1916



Vendémiaire \*

